

MOÛTIERS

Les agents du Centre des impôts craignent des suppressions d'emploi

La direction départementale des Finances publiques avait prévu d'un plan de restructuration et de la réforme des Finances publiques. Annie Lametery et Marc Fegar sont venus, ce jeudi matin, au Centre des impôts rue de Gascogne afin de présenter ce nouveau projet aux agents.

Annie Lametery, adjointe au directeur départemental des Finances publiques et Marc Fegar, directeur du pôle fiscal s'étaient attendus ce jeudi matin au Centre des impôts, face aux agents.

Regroupés en intersyndicale, les syndiqués FO, CGT et Solidaires les ont interpellés en leur faisant part de leurs désapprobations sur cette "géographie revisitée" selon les directeurs nationaux, mais qui, selon les syndicats, est

un plan social qui, à terme, se traduira par des suppressions d'emploi », un volet, selon eux, « occulté par la direction et par le ministère ».

Le service des impôts de Moûtiers déplacé à Albertville

En ce qui concerne le site de Moûtiers, le service des impôts des particuliers sera déplacé à Albertville d'ici à 2022. Il ne restera dans la capitale de la Tarentaise qu'un service des finances publiques dédié aux impôts des entreprises, un service de gestion comptable et une antenne du Pôle contrôle revenus et patrimoine (PCR). Les trésoreries de Tarentaise, Moûtiers, Bourg-Saint-Maurice, Bozel et Aime vont fermer, à l'image des trésoreries de Savoie.

« Le gouvernement prétend lutter contre la fraude fiscale, mais il ne s'en donne pas les moyens. »

À Moûtiers, la trésorerie sera remplacée par le centre de gestion comptable (une des quatre implantées en Savoie). Des points de proximité (maisons de service au public ou autres) seraient mis en place pour recevoir les contribuables dans lesquels un service minimum sera assuré par des personnes qui ne seront pas forcément des agents des finances publiques.

« Au moment où le gouvernement prétend lutter contre la fraude fiscale, il ne s'en donne pas les moyens avec ce plan de restructuration » s'insurge un agent. Un autre dénonce : « À la clé de ce plan Darmanin, sur 2 ans, il y



Les représentants de la direction départementale des finances publiques viennent exposer les grandes lignes et les détails du projet Darmanin. Photo Le D/Claude TATOUT

aura 22 000 suppressions d'emplois. C'est anxiogène pour tout le monde et cela rappelle fortement le plan France Télécom qui, de 2007 à 2009, a vu le même nombre de fonctionnaires supprimés. »

En ce qui concerne le

service du cadastre des professionnels, il serait amené à une fermeture pour être transféré à Saint-Jean-de-Maurienne où un service à caractère départemental serait implanté.

Claude TATOUT

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Infos / actions](#)

[Luttes 2019](#)

- [A](#)
- [A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank